

I

ACTIVITÉ RÉGIONALE

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Afrique du Commonwealth

L'Afrique est le plus pauvre de tous les continents, comptant dix-huit des vingt-cinq pays désignés par les Nations Unies comme les moins développés du globe. C'est aussi en Afrique que se trouvent les plus grandes régions du monde encore sous la domination coloniale de l'Europe; l'Afrique australe est le théâtre d'une confrontation dangereuse et montante entre les minorités blanches dirigeantes et les majorités noires; enfin, dans diverses parties de ce continent, des tensions sociales ou politiques toujours vives éclatent de temps à autre en conflits violents. En 1972, comme par les années précédentes, l'activité canadienne en Afrique s'est donc largement concentrée sur les programmes d'aide au développement, sur l'encouragement aux changements pacifiques et sur l'aide aux victimes de l'oppression. On s'est efforcé d'atteindre ces objectifs par le moyen des relations bilatérales et des organismes du Commonwealth et des Nations Unies.

Vers la fin de l'année, le premier haut-commissaire du Canada en Zambie établissait sa résidence à Lusaka, portant à onze le total de nos ambassades ou haut-commissariats situés au sud du Sahara. L'ouverture de ce nouveau poste va permettre au gouvernement d'être rapidement informé des événements dans cette région critique de l'Afrique, et de mieux gérer le programme canadien d'aide économique et technique à la Zambie.

Un des événements saillants qui ont marqué, ces dernières années, la querelle interminable sur l'avenir

de la Rhodésie a été la conclusion arrêtée par la Commission d'enquête sur l'opinion rhodésienne, présidée par lord Pearce, selon laquelle les termes du projet de règlement de cette crise étaient inacceptables à la majorité de la population de ce pays. Comme l'a fait observer le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, cette conclusion maintenant agréée par le gouvernement britannique signifie que toute nouvelle solution proposée doit avoir l'assentiment de la population africaine de Rhodésie. Le gouvernement canadien a clairement indiqué qu'il maintenait son appui aux partisans d'un gouvernement majoritaire démocratique en Rhodésie et que, conformément à ses obligations envers les Nations Unies, il continuerait d'appliquer des sanctions économiques contre l'actuel régime illégal. Pour venir en aide aux réfugiés africains de Rhodésie, le Canada s'est engagé à verser \$75,000 à un fonds de bourse d'études du Commonwealth constitué à cette fin. Il a aussi contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

Pareils en cela aux autres habitants du globe, les Canadiens ont trouvé révoltante la décision soudaine du gouvernement ougandais, en août 1972, de chasser du pays à trois mois d'avis presque tous les résidents d'origine asiatique. Le Premier ministre et le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont publiquement exprimé leur regret devant cette mesure du président Amin et le Canada s'est empressé, par souci humanitaire,